



## COMITÉ TRIPARTITE

### Compte rendu de la rencontre

Tenue les 9 et 10 décembre 2009  
Ottawa (Ontario)

---

### Membres du comité présents :

#### a) Représentants des provinces et des territoires

- Imelda Arsenaault, ministère de l'Éducation de l'Île-du-Prince-Édouard
- Léonie Aissaoui, ministère de l'Éducation du Nunavut
- André Corbeil, ministère de l'Éducation du Yukon
- Jacques Dorge, Ministère de l'Éducation du Manitoba (le 9 seulement)
- Susan Forward, Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
- Simone Gareau, Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan
- Gilbert Guimont, ministère de l'Éducation de l'Alberta
- Raymonde Laberge, ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des Terr. du Nord-Ouest
- Gilles G. LeBlanc, ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse (le 9 seulement)
- Ginette Plourde, ministère de l'Éducation de l'Ontario
- Daniel Buteau, Conseil des ministres de l'Éducation - Canada

#### b) Représentants du gouvernement fédéral

- Lyne Deschênes, Ressources humaines et Développement des Compétences Canada (le 9 seulement)
- Yvan Déry, Patrimoine canadien
- Sylvie Moreau, comité directeur CIC-CFSM
- Michel Ruest, Patrimoine canadien
- Guylain Thorne, Patrimoine canadien

#### c) Représentants des conseils scolaires et des organismes communautaires

- Suzanne Bossé, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
- Yolande Dupuis, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
- Denis Ferré, Regroupement national des directions générales de l'éducation
- Robert Maddix, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
- Martine St-Onge, Commission nationale des parents francophones

#### d) Autres personnes présentes

- Raymond Daigle, président du Comité tripartite
- Roukya Abdi Aden, comité directeur CIC-CFSM (pour axe Promotion et immigration seulement)
- Anne-Marie Dessureault, Fédération nationale des conseils scolaires francophones (observatrice)
- Paula Doyon, Patrimoine canadien (observatrice – le 9 seulement)
- Eric Dubeau, Fédération culturelle canadienne-française (observateur)
- Richard Lacombe, Association canadienne d'éducation de langue française (observateur)
- Charles Lamarche, ministère de l'Éducation de l'Ontario (observateur)
- Josée Langlois, Patrimoine canadien (observatrice)
- Sylvie Rochette, Patrimoine canadien (observatrice)
- Darrell Samson, Regroupement national des directions générales de l'éducation (observateur)

## **Membres du comité absents :**

- Edgar Gallant, conseiller
- Britta Gundersen-Bryden, ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique
- Marcel Lavoie, Ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick
- Donald Nadeau, Ressources humaines et Développement des Compétences Canada
- Yves Saint-Germain, Citoyenneté et Immigration Canada

## **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

### **1. Mot de bienvenue du président et objectifs de la rencontre**

---

La rencontre débute à 9 h 10. Le président souhaite la bienvenue à tous et un tour de table s'ensuit.

Lors de la rencontre de mai 2009, un représentant du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec pour la minorité anglophone s'était joint au groupe à titre d'observateur. Les membres sont d'avis que ce représentant pourrait, s'il le désire, se joindre au groupe de façon régulière à titre d'observateur. Une lettre sera envoyée au MELS à cet effet.

### **2. Approbation de l'ordre du jour**

---

L'ordre du jour est accepté tel que modifié. Seule la présentation sur la promotion de l'éducation en Nouvelle-Écosse sera devancée.

### **3. Approbation du compte rendu de la rencontre du 6 et 7 mai 2009**

---

Le compte rendu des 6 et 7 mai 2009 est accepté tel que présenté.

### **4. Suivis au compte-rendu**

---

#### **4.1 Retour sur le rapport de la Commission sur l'école francophone au Nouveau-Brunswick**

Tel que convenu à la dernière rencontre, les participants reçoivent copie du rapport final de la Commission sur l'école francophone dont les recommandations furent très bien accueillies.

On rappelle que les objectifs de cette commission étaient d'engager une concertation; de trouver des solutions à ces défis et bâtir la meilleure école pour nos enfants; et de définir les domaines d'intervention, les actions prioritaires ainsi que les rôles de tous les intervenants.

*Suivi : Les membres demandent à ce qu'une brève mise à jour soit faite à la prochaine rencontre du Comité tripartite par le représentant ministériel du Nouveau-Brunswick sur les différents suivis effectués depuis le dépôt du rapport.*

## **4.2 Rapport du comité ad hoc créé par le Comité tripartite sur la priorisation des projets des axes**

À la demande du Comité tripartite, en mai dernier, un comité ad hoc a été créé dans le but de prioriser certains dossiers/projets découlant du Plan d'action. Un « Sommaire – récapitulation des projets des axes » fut donc rédigé afin de bien cerner l'avancement des travaux de tous les axes et mettre en évidence, d'une part, les projets souhaités par les groupes de travail et d'autre part les projets jugés comme prioritaires pour chacun des axes.

Lors de leur première rencontre, les membres de ce comité ad hoc ont plutôt convenu qu'il revenait à chacun des groupes de travail des axes de voir à la demande de priorisation puisqu'ils étaient plus au fait des travaux. À leur seconde rencontre, les membres ont été à même de constater que l'exercice de priorisation avait également pu mettre en lumière les progrès accomplis au sein des axes. Les membres se disent heureux du travail accompli et des résultats positifs qui en ont découlés.

## **5. État d'avancement des travaux des six axes**

Les membres du Comité tripartite ont en main les fiches de progrès de chacun des axes d'intervention. Une présentation sommaire de chacun des axes est effectuée.

### **5.1 Axe Petite enfance**

Martine St-Onge, de la CNPF, présente un résumé des travaux du groupe de travail de l'axe Petite enfance qui s'est réuni du 23 au 25 novembre. Un des sujets qui a retenu l'attention du groupe est l'annonce du ministère de l'Éducation de l'Ontario d'offrir un apprentissage à temps plein aux enfants âgés de quatre et cinq ans. Lors de cette rencontre, le groupe de travail a émis une recommandation : *Que la question des besoins d'espaces pour les services à la petite enfance soit amenée au sein des travaux de l'axe Infrastructures scolaires.*

De son côté, la fiche de progrès identifie bien les objectifs visés pour l'axe Petite enfance et l'avancement des dossiers. On y retrouve également les actions jugées prioritaires (et les projets s'y rattachant) qui vont comme suit :

- Continuer à faire connaître les modèles de CPEF (carrefours de services intégrés pour la petite enfance et la famille) aux partenaires et communautés.
- Favoriser les liens interministériels entre les ministères interpellés par la petite enfance dans les juridictions.
- Identifier et faire connaître les pratiques gagnantes au niveau de la relation et du partenariat scolaire-petite enfance-famille-communautaire.
- Rechercher des outils existants et/ou créer de nouveaux outils faciles à utiliser et les diffuser pour accompagner sur le terrain les intervenants à la petite enfance.
- Obtenir un état de la situation documenté du dossier des ressources humaines à la petite enfance.
- Valoriser la reconnaissance de la profession d'intervenant à la petite enfance francophone.

#### *Commentaires du Comité tripartite*

- Les travaux de l'axe sont de plus en plus structurés et il appert que de nombreuses priorités identifiées soient en lien direct avec le domaine de l'éducation.
- Défi : on sait que les données recherchées sont existantes, mais il est difficile de trouver la source pour les identifier précisément.
- Autre défi : les juridictions n'ont pas toutes le même fonctionnement (petite enfance vs éducation).

- De nombreuses recherches se font dans le domaine de la petite enfance (voir entre avec l'AUFC).
- S'assurer que les actions nationales soient inclusives des actions des groupes provinciaux et locaux afin de maximiser les efforts.
- Bien établir les responsabilités de chacun des intervenants (scolaire, communautaire, etc.) afin d'optimiser les efforts/implications et assurer le succès des initiatives.
- En ce qui a trait à l'annonce de l'Ontario, on prévoit déjà des pénuries d'éducateurs dans le Sud de la province. On ne sait trop encore quel impact cette nouvelle aura sur le milieu francophone qui avait déjà cette pratique en place et qui en tirait avantage au détriment du milieu anglophone.
- Pour le recrutement, le Forum emploi « Destination Canada » qui est organisé à chaque automne en France et en Belgique et dont le processus facilite la venue au Canada de personnel qualifié peut être un concept à explorer davantage.

### *Recommandations du Comité tripartite*

Depuis le début des travaux du Comité tripartite, les actions de l'axe Petite enfance ont pris un nouvel envol puisque le milieu scolaire se transforme graduellement pour y inclure la petite enfance.

Il faut continuer à se questionner au niveau des interactions entre chacun des axes et de l'arrimage des différentes actions prioritaires puisque tous les axes sont concernés par la petite enfance.

Par ailleurs, pour maximiser les résultats, il s'avère indispensable que la CNFP et la FNCSF collaborent étroitement pour arrimer les travaux et faciliter les démarches en ce sens.

## **5.2 Axe Action culturelle et identitaire**

Richard Lacombe (ACELF) et Éric Dubeau (FCCF) présentent brièvement les travaux du groupe de travail qui s'est réuni les 3 et 4 novembre 2009.

### **1. Trousse du passeur culturel – Présentation et appui à la promotion**

Les membres reçoivent copie de la trousse. Une série de 18 formations/sessions de sensibilisation auprès des directions d'école et directions adjointes a été entamée en novembre. Déjà, de bons commentaires ont été reçus de la part des participants. À la demande de certains conseils scolaires, des sessions sont également à venir pour les conseillers scolaires. À cette trousse se greffera un site Web qui inclue une banque de ressources et de la formation en ligne.

#### *Commentaire du Comité tripartite*

Les membres félicitent les organismes qui ont pris part à l'élaboration de la trousse et se réjouissent de la réussite du partenariat ministère-communauté.

### **2. Mise à jour du plan d'action**

Un document faisant état de l'évolution des dossiers est remis aux participants. Le groupe de travail mettra l'accent sur certains projets qui semblent les plus aptes à se concrétiser rapidement. Les organismes identifiés comme « porteurs naturels » seront approchés au cours des prochaines semaines.

Par ailleurs, sous l'égide de la FCCF, des tables de concertation (« mini TAACI ») sont actuellement en train de se mettre en œuvre au sein de provinces et territoires. La mise à jour du plan d'action de la TAACI nous amène à faire le constat que le rôle joué par ces tables devient une priorité pour en assurer le succès.

### *Commentaire du Comité tripartite*

Les travaux ont été modifiés depuis le Sommet 2005, mais les résultats n'en sont pas moins des succès comme la création des « mini-TAACI » qui semblent une initiative prometteuse.

### **3. Lien entre l'axe Infrastructure et la TAACI**

Advenant la continuation des travaux de l'axe Infrastructures, les membres du groupe de travail de la TAACI souhaitent qu'un représentant du domaine de la culture puisse siéger à cet axe.

### *Commentaire du Comité tripartite*

Cette demande sera discutée sous l'axe Infrastructures.

### **4. Document sur les politiques culturelles et linguistiques**

La FNCSF a accepté d'être porteur de ce dossier et a complété un guide d'éléments de politique linguistique et culturelle à la lumière des différentes discussions qui avaient eu lieu à ce sujet. Le guide sera distribué sous peu auprès des 31 conseils scolaires. À la demande du Comité tripartite, ce guide sera également remis aux sous-ministres adjoints dans le cadre de la rencontre organisée par le CMEC à la fin janvier. Il demande également à ce que le guide, ainsi que la Trousse du passeur culturel soient envoyés aux ministres responsables de la francophonie au sein de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne

### *Commentaire du Comité tripartite*

Les membres se réjouissent de la réussite de cette initiative qui est un exemple concret que des liens étroits entre les organismes facilitent les projets à caractère national et dont la portée aura du succès jusqu'au plan local.

### **5. Financement des réseaux de diffusion scolaire**

Les réseaux SALUT et Cerf-volant ont des manques à gagner pour survivre. Le groupe de travail désirait en informer le Comité tripartite afin de sensibiliser les ministères et les différents partenaires à l'importance des réseaux de diffusion scolaire et aux conséquences à prévoir s'ils venaient à disparaître.

### *Commentaires du Comité tripartite*

Les cotisations aux réseaux sont bien peu élevées en comparaison aux bénéfices qui en ressortent. Ces réseaux sont comme des distributeurs de services puisqu'ils font le tri des ressources existantes, ce qui en assure une meilleure qualité.

On reconnaît l'importance de la contribution des arts et de la culture au développement de la construction identitaire, mais tant que nous aurons de la difficulté à en mesurer l'impact de façon tangible, nous aurons toujours des difficultés à recevoir du financement. La meilleure façon d'y arriver serait d'avoir un document avec des « quantifiables », surtout en période de restrictions budgétaires où les arts et la culture sont souvent les premiers à écopper.

Une avenue possible serait que les « mini-TAACI » entament le dialogue avec les différents intervenants au niveau provincial

## **6. Liens entre la TAACI et le projet sur les référents culturels**

Les membres de la table appuient le projet pancanadien de référents culturels (axe Pédagogie) et souhaitent aussi y collaborer en participant aux mécanismes de consultation qui seront éventuellement mis en place dans le cadre de ce projet.

*Commentaire du Comité tripartite -*

Cette demande sera discutée sous l'axe Pédagogie.

### **Enjeu - Présence de représentants des ministères à la TAACI**

Conséquence des contraintes budgétaires, trois représentants des ministères n'ont pu participer à la dernière rencontre de la TAACI (Manitoba, Saskatchewan, Alberta).

*Commentaire du Comité tripartite*

Les membres du Comité tripartite invitent les responsables de la TAACI à se pencher sur des pistes de solution au niveau de la logistique (réunions plus courtes et plus fréquentes, audioconférences, ...) plutôt que de voir quitter des membres.

## **5.3 Axe Infrastructures**

Solange Haché (FNCSF) fait un survol du dossier depuis 2006 et rappelle les discussions de mai 2009 en regard à la dissolution du groupe. Elle rappelle qu'au Sommet 2005, la première priorité retenue concernait les infrastructures puisque sans elles, toutes les autres initiatives ne pourraient porter pleinement fruits.

Lors de sa rencontre du 26 novembre, le groupe a pris connaissance des résultats du sondage sur les infrastructures. Selon l'analyse du sondage, les membres sont d'avis que le tableau démontre une grande activité au Canada et qu'il y a des contributions importantes de la part des instances gouvernementales. Les commentaires émis par les conseils scolaires sont également révélateurs.

Cela étant dit, il ne fait toutefois aucun doute qu'il reste encore beaucoup à faire, que les objectifs ne sont pas encore atteints et qu'il faut continuer à rehausser l'importance des infrastructures auprès des différentes instances concernées. Sans oublier qu'au volet infrastructures scolaires s'ajoutent les volets petite enfance, culture et communautaire qui n'ont pas été tenus en compte dans le sondage.

Par ailleurs, en regard à la dissolution de l'axe, les membres du groupe de travail demandent à nouveau aux membres du Comité tripartite de bien vouloir valider la nouvelle approche du groupe de travail de l'axe Infrastructures qui en est venu à la conclusion que l'axe devrait demeurer en activité. Ils leur demandent également d'identifier leurs attentes envers ce dernier et de les lancer sur des pistes d'actions.

*Commentaires du Comité tripartite*

Sondage

- Il manque de précision et ne laisse pas paraître les projets et efforts en cours.

Validation de l'approche

- Les infrastructures sont de première importance partout au pays, mais la portée pancanadienne des actions est limitée.

- On ne peut ignorer les préoccupations, mais ce n'est peut-être pas au sein de cette table qu'il faut en discuter.

#### Identification des attentes et des pistes d'actions

- Ce domaine est très politique et il faudrait voir les limites de l'axe et celles liées à son orientation pancanadienne.
- Il est important de mettre de l'avant les réalisations/progrès.
- La situation diffère d'une province à l'autre en raison des réalités locales et des budgets.
- Un argument convaincant est une école qui « déborde ». Les efforts sur le recrutement et le maintien des effectifs auront également une incidence au niveau des infrastructures.
- Une des avenues de l'axe serait peut-être de voir comment mieux utiliser les écoles plutôt de concentrer sur les besoins de chacun.
- On pourrait investiguer davantage les sous-entendus des commentaires dans le sondage (par ex. les gros budgets consacrés à la maintenance vs acquisitions / constructions)
- Agir à titre de facilitateur d'informations, de concepts, de meilleures pratiques innovatrices qui mèneraient ultimement à un cadre de référence tout en tenant compte des différences entre les milieux ruraux et urbains.
- En connaissant mieux l'ensemble du pays, on pourra mieux influencer dans son milieu auprès de sa juridiction.
- Le fait d'amener d'autres partenaires au sein du groupe de travail amènera d'autres perspectives.

#### Autres commentaires

- Ontario – Un sous-comité ministériel se penche actuellement sur les endroits « stratégiques » à privilégier pour implanter des écoles sur son territoire.
- Ontario – 92 écoles secondaires dont 48 de moins de 200 élèves. On regarde actuellement les possibilités de collaboration avec le postsecondaire pour optimiser les espaces d'enseignement.

#### *Recommandations du Comité tripartite*

Les membres du Comité tripartite appuient le groupe de travail dans son désir de continuer les travaux de l'axe Infrastructure. Les travaux futurs de l'axe devront tenir compte de la vision « école au cœur de sa communauté », donc dans un concept plus large des infrastructures scolaires.

Les membres suggèrent de travailler sur la mise en commun de meilleures pratiques qui se diviseraient en trois volets :

1. Meilleure utilisation des infrastructures pour accueillir la communauté – créativité des CS à cet effet
2. Les guides au niveau de la culture amèneront des changements d'habitudes et d'attitudes – voir comment cela influencera au niveau infrastructures.
3. Être un facilitateur d'échange d'informations, d'autant plus que se pointe un défi au niveau de la petite enfance dont la venue dans les écoles commence à se vivre dans plusieurs provinces/territoires. Même l'aspect des besoins postsecondaires pourraient être abordé.

Finalement, ils recommandent au groupe de s'adjoindre la collaboration de d'autres partenaires au sein du groupe de travail notamment pour représenter les composantes culture et petite enfance (et autre, s'il y a lieu).

#### **5.4 Axe Ressources humaines**

Solange Haché (FNCSF) présente le résumé des travaux du groupe de travail (voir détails dans la fiche de progrès) qui s'est réuni le 23 septembre par audioconférence. Le 23 septembre, le groupe de travail tenait une audioconférence pour faire avancer certains dossiers en attendant sa réunion en personne (hiver 2010). Un des points importants mentionnés fut le projet de Fonction centrale qui, finalement, n'ira pas de l'avant.

Suite à la rencontre de l'axe, il fut suggéré de créer un sous-comité de travail qui débutera une réflexion sur l'orientation des dossiers pour faciliter la rencontre du groupe de travail qui doit toujours se pencher sur ses priorités. Il fut également convenu qu'il se pencherait sur le projet d'Initiative d'apprentissage continu pour lequel du financement a été reçu pour élaborer un plan d'affaires.

Les membres de ce sous-comité se sont rencontrés le 8 décembre et quelques recommandations ont été émises et seront transmises au groupe de travail dont celle de limiter les champs d'intervention, prioriser le volet maintien des effectifs, partager les meilleures pratiques en ce qui concerne le maintien du personnel et poursuivre la collaboration avec les universités en regard à la formation initiale et continue du personnel enseignant, Enfin, le sous-comité a défini les paramètres à considérer dans l'élaboration du plan d'affaires.

#### *Commentaires du Comité tripartite*

- Le rapport Bourgeois contient des pistes au niveau des défis liés au recrutement/maintien du personnel ainsi qu'au niveau des incitatifs de recrutement
- La France est à réorganiser la formation de ses maîtres qui ressemblerait plus à celle donnée au Canada : cela pourrait faciliter le recrutement d'enseignants et de personnel spécialisé en France
- Il faudrait arrimer les efforts liés à favoriser la mobilité pancanadienne avec les instances d'autres pays.
- Pour la formation continue, s'assurer de regarder les modes de prestations et les contenus d'ailleurs déjà inclus dans chacun des projets de l'axe Pédagogie.
- Certains dossiers ont des liens avec différents axes et il faudra s'attarder sur le fonctionnement à privilégier afin d'éviter le travail en silos.
- Des précisions sont apportées sur le concept de mobilité entre provinces/territoires et autres pays.

#### *Recommandation du Comité tripartite*

Les membres du Comité tripartite appuient le groupe de travail dans ses démarches.

### **PRÉSENTATION – Promotion de l'éducation et projet « d'ambassadeurs » en Nouvelle-Écosse**

Darrell Samson, vice-président du RNDGÉ et directeur général du Conseil scolaire acadien provincial présente brièvement les travaux préparatoires au Grand rassemblement de l'éducation en français (GREF) dont il assure la présidence et qui se déroulera à Halifax en avril 2010. Ce congrès s'inscrit dans la foulée des efforts liés à la formation continue du personnel et est orchestré par un comité directeur réunissant des DG des conseils scolaires et des représentants d'organismes nationaux (voir le document remis). Le GREF 2010 devrait réunir plus de 600 intervenants en éducation et offrir une quarantaine d'ateliers.

M. Samson passe à la présentation de deux initiatives néo-écossaises (voir également le document remis à cet effet).

#### **Recrutement et maintien des élèves**

Se divise en trois volets :

1. Grandir en français
  - programme de francisation pour les 4 ans
2. Semaine de promotion de l'éducation acadienne et francophone
  - s'associe à différents partenaires provinciaux et locaux (alphabétisation, parents, ministères, universités, ...)

- différentes activités prévues au cours de la semaine (entrevues, annonces, cadeaux, activités dans les écoles, ...)

### 3. Appui aux familles exogames

*Note* : Un sondage est administré auprès des parents de nouveaux élèves et lors du départ de ceux-ci, ce qui permet d'améliorer les stratégies de recrutement/maintien et les plans d'intervention.

### **Rôle d'ambassadeur**

Ce projet consiste à rendre tous les acteurs du milieu scolaire (enseignant, élèves, ...) actifs dans un rôle « d'ambassadeur » de la francophonie. Deux écoles pilotes développent le concept qui consiste en des activités de sensibilisation pour faire de l'école de langue française une plus value et lui permettre de jouer un rôle de premier plan dans le recrutement et le maintien des effectifs scolaires et de rayonner davantage dans le milieu.

*Note* : Actuellement, les conseils scolaires anglophones de la province sont en perte d'effectifs variant entre 200 et 600 par année, comparativement au conseil scolaire francophone qui augmente les siens d'environ 2 % par année, ce qui va à l'encontre des effets de la dénatalité et de l'exode.

### **Synthèse de la journée**

Le président fait un bref survol de la journée et rappelle que les travaux continueront dès 9 heures demain.

*Ajournement de la rencontre.*

## **JEUDI 10 DÉCEMBRE 2009**

*Reprise de la rencontre à 9 h 05.*

### **5. État d'avancement des travaux des six axes (suite)**

#### **5.5 Axe Pédagogie**

Solange Haché (FNCSF) et Ginette Plourde (Ministère de l'Éducation de l'Ontario) présentent conjointement l'état d'avancement des travaux du groupe de travail tel que précisé dans la fiche de progrès.

**Objectif 1 : Programmes d'étude.** Le projet retenu consiste en un guide intégrant les repères ou les référents culturels dans les programmes d'études et dans l'acte pédagogique et qui comprend trois livrables : cadre d'intervention pancanadien; base de données de référents culturels et la formation. Ce projet est entériné par toutes les provinces/territoires sauf le Québec et la Colombie-Britannique. Ce projet est entre les mains du CMEC chargé d'en obtenir le financement pour un début de projet dès avril 2010.

Les participants reçoivent la trousse intitulée « Une approche culturelle de l'enseignement pour l'appropriation de la culture dans les écoles de langue française de l'Ontario » qui comprend notamment un cadre d'orientation et d'intervention qui serait modifié en cadre pancanadien par la contribution des autres provinces/territoires.

À noter que le cadre d'intervention et la Trousse du passeur culturel ont un message semblable et se complètent.

*Commentaires du Comité tripartite :*

- Rejoint les travaux de l'axe Action culturelle et identitaire (TAACI) avec qui il sera important de travailler.
- Guide qui permettra de sortir des carcans folkloriques et de faire évoluer les référents culturels dans un contexte de modernité en perpétuel changement.
- Ces documents pourraient également être adaptés au secteur de la petite enfance car plus l'intervention est précoce, plus l'identité se construit.

Objectif 2 : Francisation. Une entente, signée avec TFO, consiste en un recueil électronique sous forme de moteur de recherche (« IBOU ») pour toutes les ressources disponibles, selon différents sujets, pour les écoles de langue française en Ontario qui sera bonifié par la suite au niveau pancanadien. Les différents partenaires du milieu seront approchés afin de compléter une fiche indexée (lien et description des ressources). Suite au lancement du moteur, TFO s'engage à mettre à jour régulièrement la banque de ressources.

*Commentaires du Comité tripartite :*

- La forme de ce moteur de recherche pourrait aisément servir à d'autres fins (par ex. formation)
- Au fil du temps, d'autres volets/sujets pourront s'ajouter au recueil
- Arrimage à faire entre autre avec Citoyenneté et immigration Canada qui est à développer des initiatives qui concernent également le milieu de l'éducation.

Objectif 3 : Pédagogie. Le projet retenu est un premier module en ligne (prototype) pour l'enseignement en milieu minoritaire (niveau secondaire). Ce module inclura des activités en ligne, des vidéos et un blogue. D'autres modules pourraient suivre en fonction du financement disponible. Chaque province/territoire verra comment la ressource sera utilisée (formation individuelle, de groupe, etc.)

*Commentaires du Comité tripartite :*

- S'assurer que les modules sont accessibles autrement que par internet pour les régions qui ont des défis au niveau de la connectivité tout en étant conscient que d'autres médiums pourraient possiblement éliminer l'aspect interactif des modules. .

Objectif 4 : Ressources pédagogiques. Stratégie nationale de ressources pédagogiques – En octobre, on procédait à la signature d'un protocole d'entente et d'un contrat de service entre la FNCSF et le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques. Cette stratégie vise à produire des ressources pédagogiques pour appuyer la mise en œuvre des programmes d'études et des programmes-cadres provinciaux ou territoriaux, et à répondre aux besoins des conseils scolaires pour soutenir la réussite scolaire et la construction identitaire des élèves et la réussite professionnelle de leur personnel. Il reste à identifier un premier projet concret d'ici le 30 avril 2010 tel que le précise l'entente.

Objectif 5 : Apprentissage médiatisé. Un cadre de collaboration a été signé en 2005 entre les ministères de l'Éducation respectifs de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta. L'objectif est d'étendre cette collaboration à l'ensemble des provinces et territoires et d'y inclure les cours en ligne et des objets d'apprentissage. Le travail se poursuit au niveau du consortium. Il s'agit d'échanges d'objets d'apprentissage médiatisés et non de création de nouveaux programmes. On commence également à explorer du côté des cours qui rencontreraient les curriculums de chacun.

*Commentaires du Comité tripartite :*

- Ce genre d'entente maximise l'utilisation des ressources en place et permet de recentrer les énergies sur d'autres besoins.

Objectif 6 : Recherche, développement et innovation. PCH s'apprête à renouveler l'expérience de « Table ronde sur la recherche en éducation » qui a eu lieu en mars 2009, ce qui répondrait à l'objectif visé.. Cette table se veut un « carrefour » d'échanges d'information sur les recherches existantes, les données déjà disponibles à Statistiques Canada et les différents chercheurs ou organismes de recherches et compte réunir plusieurs partenaires liés au milieu.

Enjeux liés à l'axe Pédagogie :

- La formule actuelle de Protocole PCH-CMEC et les ententes bilatérales ne favorisent pas les projets pancanadiens (financement)
- Capacité limitée des provinces et territoires en termes de ressources financières et ressources humaines.

*Commentaires du Comité tripartite*

Tous sont conscients des enjeux, mais la question de financement pose un défi politique important. Le leadership et la participation des différentes provinces et territoires sont très appréciés.

**PRÉSENTATION – Les écoles communautaires du Nouveau-Brunswick**

M. Rino Levesque, directeur général de la transformation et de l'innovation stratégique au ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick se joint au groupe pour leur présenter le concept d'école communautaire.

Ce modèle d'école repose sur une nouvelle alliance entre le personnel scolaire, les parents, les enfants et toute la collectivité dont le succès est en grande partie attribuable au dynamisme et à l'implication du personnel et de la direction des écoles qui y ont adhéré. Grâce à cette synergie renouvelée, le milieu prend une part plus active à l'éducation des enfants, ce qui permet de redynamiser l'école et d'enrichir les apprentissages regroupés sous 7 axes stratégiques :

- Construction identitaire
- Cadre pédagogique
- Apprentissage de qualité
- Santé globale de l'enfant
- Partenariat école-famille-communauté
- Reconnaissance et valorisation
- Leadership et progrès de l'école

Par ce concept d'école, on vise l'amélioration chez les jeunes :

- de la motivation à venir apprendre et entreprendre à l'école
- de l'engagement du jeune dans ses apprentissages et envers sa communauté
- de la réussite du jeune dans ses apprentissages
- du sentiment d'appartenance à l'école et à la communauté
- de la santé globale
- de son autonomie

Le ministère est impliqué financièrement dans la démarche permettant ainsi de libérer des enseignants et/ou permettant l'embauche de collaborateurs et d'agents de développement communautaire.

Depuis 2001, le concept fait son chemin et vient d'être reconnu par l'UNESCO et Microsoft. L'intérêt se manifeste de la part des écoles de langue anglaise, de la part de chercheurs et même d'étudiants qui en ont fait

leur sujet de maîtrise. Malgré que les indicateurs de rendement sont difficilement quantifiables, les résultats sont tout de même probants.

*Commentaire du Comité tripartite :*

Ce concept est des plus intéressants et plusieurs provinces et territoires pourront facilement se retrouver dans ce modèle.

## **5.6 Axe Promotion et immigration**

Solange Haché (FNCSF) présente les travaux du groupe de l'axe Promotion et immigration qui s'est réuni en audioconférence en octobre pour établir ses priorités d'action. Deux priorités ont été retenues : un sondage auprès des élèves et des parents en ce qui concerne l'accueil et l'accompagnement à l'école, et un projet d'identification des besoins incluant un inventaire des pratiques exemplaires quant aux liens école/parents.

En ce qui a trait au sondage, la CNPF travaille déjà sur un projet de sondage à l'intention des parents et une demande de financement vient d'être présentée à Patrimoine canadien. Ce sondage serait administré auprès de parents d'enfants de niveau préscolaire et scolaire. Un certain nombre de *focus group* auprès de parents est également prévu pour discuter de différents aspects. Ce sondage pourrait également impliquer la participation de Citoyenneté et Immigration Canada.

Si le projet de la CNPF est accepté, il pourrait y avoir un grand intérêt de la part de la FNCSF d'y collaborer en y intégrant des composantes additionnelles qui pourraient ainsi répondre à l'une des priorités identifiées par l'axe Promotion/immigration, soit de connaître les besoins des parents par rapport aux services d'accueil, d'accompagnement et de communication. Dans ce cas, le groupe de travail de l'axe discutera avec la CNPF afin de voir à la possibilité d'y intégrer les éléments d'information recherchée par le groupe de travail s'assurant ainsi que le sondage réponde aux priorités de l'axe.

*Commentaires du Comité tripartite*

- Métropolis (réseau international favorisant la recherche et l'élaboration de politiques publiques sur la migration, la diversité et l'intégration des immigrants) est une entité qui offre du financement au niveau de la recherche
- *Établissement.Org* est un portail dédié à informer les gens qui s'installent en Ontario. On y trouve des renseignements très utiles.

*Recommandations du Comité tripartite*

Depuis le Sommet 2005, de nombreuses initiatives ont pris forme un peu partout. Il est important de continuer à faire connaître davantage l'école de langue française au même titre que les efforts qui sont mis pour en assurer sa qualité.

Ainsi l'une des recommandations de la Commission sur l'école francophone au Nouveau-Brunswick concernait une campagne de promotion provinciale. Il sera intéressant de suivre ce dossier.

## **PRÉSENTATION – L'intégration des élèves issus de l'immigration dans les écoles de langue française en situation minoritaire : un état des lieux**

Anne Robineau, chercheure à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques se joint au groupe par audioconférence pour présenter (voir powerpoint) les résultats de son étude qui sera disponible sous peu et qui a abordé les points suivants :

1. L'immigration en milieu minoritaire francophone: défis du pluralisme et stratégies d'accueil
2. La diversité culturelle au sein des écoles de langue française en situation minoritaire :
  - 2.1. Défis des enseignant(e)s et de l'administration scolaire
  - 2.2. Représentations de la diversité
  - 2.3. Intégration des élèves issus de l'immigration
  - 2.4. Difficultés et représentations des familles immigrantes/système scolaire francophone
3. Outils de développement et pratiques en place
4. Conclusion : poursuite de la recherche et possibilités de partenariat

### *Commentaires du Comité tripartite*

- Il est apprécié d'avoir des pistes d'action suggérées pour répondre aux difficultés identifiées
- Inquiétudes face au peu de recherches disponibles (et meilleures pratiques reliées) en lien au décrochage/raccrochage des jeunes, particulièrement les jeunes garçons adolescents
- Les recherches/études prennent du temps et les besoins de réponses sont immédiats
- Les études commanditées par Citoyenneté et immigration Canada (CIC) effleurent à peine le domaine de l'éducation
- Le site Web de Metropolis offre plusieurs publications intéressantes sur le sujet
- On pourrait favoriser une démarche en deux temps : répertoire de ce qui existe à ce jour et étude sur un sujet précis dans le domaine.

### *Recommandations du Comité tripartite*

Les membres recommandent au groupe de travail de se pencher sur les résultats de l'état des lieux lorsque le rapport sera disponible.

Ils demandent également à ce que le groupe se penche sur la priorisation des actions suggérées qui seraient rapidement et facilement réalisables.

## **PRÉSENTATION – Campagne de promotion de l'Éducation de Langue Française de l'Ontario**

Madeleine Caron, consultante et Sylvain Pereira de la firme Cundari, responsables du développement de cette campagne en présentent les grandes lignes aux participants (voir document remis).

Selon les recommandations, la campagne de promotion devait comprendre les paramètres suivants :

- Période minimale de 3 ans
- De la maternelle au secondaire
- Mettre de l'avant l'avantage du *bilinguisme fonctionnel de haut niveau*
- Viser toute la population de l'Ontario
- S'adresser en français et en anglais
- Mettre en évidence les mérites de l'éducation de langue française(ÉLF)

Le développement de la campagne s'est fait en 3 phases :

1. Positionnement de l'ÉLF
  - Analyse de la situation, positionnement de la « marque »

2. Création de l'identité visuelle de l'ÉLF
  - Développement d'un logo et d'une signature
3. Campagne provinciale
  - Déploiement de la campagne (pré-lancement, lancement, 2 phases de campagne)
  - Stratégie et outils (objectifs, cibles, marchés, temps forts)
  - Concept visuel décliné en 7 productions (axé sur « le passage » - expérience francophone menant à la réussite et ouverture sur le monde)
  - Réalisations (site Internet, campagne intégrée (radio, journaux, supports corporatifs (brochures, affiches, bannière), ...)

Constats :

- Pré-requis nécessaires au succès de l'initiative : la campagne renforce les efforts locaux, les employés sont des ambassadeurs de la « marque (ÉLF) », collaboration et concertation
- De nouvelles réalités et de nouveaux enjeux auront un impact (décroissance des effectifs du côté anglophone, nouveau programme qui sera implanté dans les écoles de langue anglaise, facteurs externes (immigration et autre)
- Une analyse a démontré que si la campagne permet de recruter 10 élèves qui complèteront toute leur scolarité dans le système, cela « rentabilisera » la campagne qui s'élèvera à 3 Millions \$ sur 3 ans.

*Commentaire du Comité tripartite*

Les membres se réjouissent d'une telle initiative d'envergure et demandent à recevoir une mise à jour lors de la prochaine rencontre du comité.

## **6. Sommet des intervenants en éducation 2012**

---

Le président suggère aux membres de commencer une réflexion dès maintenant concernant la tenue du *Sommet des intervenants en éducation* en 2012, sujet qui sera discuté davantage lors de la prochaine rencontre.

Lors d'une récente rencontre, il avait été recommandé de faire un état ou rapport de l'avancement des travaux à ce jour qui pourrait ultimement préparer les assises du Sommet 2012, s'il y a lieu. La forme que pourrait prendre ce document sera également à l'ordre du jour de la prochaine rencontre.

## **7. Varia**

---

Aucun autre point n'est soulevé par les membres du comité.

## **8. Synthèse et date de la prochaine rencontre.**

---

Le président remercie les membres du comité pour leur participation et leur collaboration.

**La prochaine rencontre** du Comité tripartite se tiendra **les 28 et 29 avril 2010** à Montréal.

*La rencontre se termine à 15 h 30.*